

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29476]

17 JUILLET 2013. — Décret relatif au financement de la Recherche par le Fonds national de la Recherche scientifique

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE 1^{er}. — *Financement du Fonds national de la Recherche scientifique*

Article 1^{er}. Une subvention annuelle est accordée au Fonds national de la Recherche scientifique (F.R.S. – FNRS).

Cette subvention est établie au minimum à 70.569.000 euros.

Chaque année, le montant de base prévu à l'alinéa précédent est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée : Indice santé de janvier 2013

Art. 2. La subvention annuelle accordée au Fonds national de la Recherche scientifique est destinée à favoriser la recherche scientifique à l'initiative des chercheurs dans l'ensemble des domaines de la connaissance académique, par :

1° l'octroi et la gestion :

- a) de mandats et de bourses de recherche;
- b) de crédits aux chercheurs sous la forme de subsides de fonctionnement et d'équipements scientifiques;
- c) de mandats de logisticiens de recherche.

2° l'octroi et la gestion de crédits pour :

- a) projets de recherche;
- b) missions scientifiques;
- c) participations à des congrès scientifiques à l'étranger;
- d) séjours scientifiques à l'étranger;
- e) organisation de congrès, de colloques et de réunions à caractère scientifique;
- f) groupes de contacts entre chercheurs, troisième cycle universitaire;
- g) collaborations scientifiques internationales;
- h) activités de développement de la recherche fondamentale;
- i) infrastructures et équipements scientifiques.

3° la promotion auprès des chercheurs des programmes européens de recherche et d'innovation auxquels la Communauté française participe, et l'appui aux chercheurs pour la participation à ces programmes.

Le Fonds national de la Recherche scientifique consacre au moins 55 % de la subvention visée à l'article précédent au financement de mandats de recherche de niveau postdoctoral et à durée indéterminée dans les institutions universitaires.

Art. 3. L'affectation de la subvention annuelle accordée au Fonds national de la Recherche scientifique en vertu de l'article 1^{er} ressortit à son conseil d'administration. Le Conseil d'administration fixe les règles relatives à sa composition. Celle-ci comporte notamment les recteurs, deux chercheurs choisis parmi les titulaires d'un mandat ou d'une bourse du F.R.S.-FNRS et des hautes personnalités scientifiques. Les recteurs disposent de la majorité absolue des suffrages.

La gestion journalière du Fonds national de la Recherche scientifique est assurée par un secrétaire général désigné, pour un mandat renouvelable de cinq ans, par le conseil d'administration.

Toutefois, la personne exerçant la fonction visée à l'alinéa précédent au jour de l'entrée en vigueur du présent décret, demeure désignée à durée indéterminée. Elle fait l'objet d'une évaluation périodique par le conseil d'administration, selon les modalités et la fréquence déterminées par le Gouvernement.

Art. 4. Le contrôle du respect des conditions d'octroi de la subvention visée à l'article 1^{er} est exercé par un commissaire du Gouvernement proposé par le ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions.

Le commissaire du Gouvernement assiste aux réunions du conseil d'administration. Il peut être invité à participer aux réunions du bureau du conseil d'administration.

Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le commissaire reçoit dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que tous les documents pour les points qui relèvent de sa compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations du conseil.

Il exerce un droit de recours auprès du ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions contre toute décision du conseil d'administration qu'il estime contraire aux lois, décrets et arrêtés ou à l'intérêt général.

Le recours est exercé dans les cinq jours francs qui suivent la notification écrite de la décision au commissaire du Gouvernement.

Le recours est notifié simultanément au président du conseil d'administration.

L'exécution de la décision est suspendue par le recours.

Dans les trente jours du recours, le conseil d'administration fait connaître au ministre ses observations sur le recours.

Dans les trente jours de la réception des observations du conseil d'administration, le ministre peut marquer son désaccord avec la décision du conseil d'administration.

Dans ce cas, le conseil d'administration rapporte sa décision au cours de sa prochaine réunion, il est tenu de présenter des voies alternatives au ministre avant toute nouvelle prise de décision.

Art. 5. Sur proposition du ministre qui a le Budget dans ses attributions, le Gouvernement désigne également un délégué auprès du conseil d'administration du Fonds national de la Recherche scientifique.

Il dispose d'un droit de recours auprès du ministre qui a le Budget dans ses attributions selon les modalités visées à l'article 4.

Art. 6. § 1^{er}. Le F.R.S. – FNRS octroie des bourses doctorales, des mandats postdoctoraux à durée déterminée et des mandats postdoctoraux à durée indéterminées. La sélection des projets à financer est effectuée sur la base du classement réalisé par des commissions scientifiques, lesquelles évaluent notamment les qualités du candidat (le parcours académique, l'expérience professionnelle et les publications), les qualités du projet (l'originalité, la faisabilité et la méthodologie de la recherche) et l'environnement de recherche.

Le conseil d'administration du F.R.S. – FNRS arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses et des mandats.

§ 2. Le candidat à une bourse doctorale doit être titulaire d'un grade académique de master, ou bénéficier d'une décision d'équivalence, donnant accès aux études de 3^e cycle. L'étudiant accomplissant la dernière année des études menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale. La bourse doctorale est de deux ans. Elle peut être renouvelée pour une période n'excédant pas deux ans.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le F.R.S. – FNRS octroie des bourses doctorales d'une durée d'un an aux enseignants de l'enseignement secondaire, diplômés universitaires de la Communauté française bénéficiant de la stabilité d'emploi et pouvant obtenir une mise en disponibilité d'un an avec certitude de réintégrer leur poste à la fin de ce congé, afin de leur permettre d'achever un travail de recherches en vue de l'obtention d'un titre de Docteur dans l'une des institutions universitaires de la Communauté française.

Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. – FNRS octroie des mandats mi-temps de vétérinaire clinicien-chercheur doctorant. Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable une fois.

Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. – FNRS octroie des mandats mi-temps de candidat spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant, tout en assurant la continuité d'une activité hospitalière à mi-temps dans le cadre de sa formation clinique, des études conduisant à l'obtention du diplôme de docteur en sciences médicales ou en sciences biomédicales et pharmaceutiques et entreprenant simultanément un master complémentaire ou une spécialisation. Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable trois fois.

Par dérogation à l'alinéa premier, le F.R.S. – FNRS octroie des mandats mi-temps de spécialiste doctorant aux titulaires d'un grade académique de médecin poursuivant, tout en assurant la continuité d'une activité hospitalière à mi-temps, des études conduisant à l'obtention du diplôme de docteur en sciences médicales ou en sciences biomédicales et pharmaceutiques. Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable une fois.

§ 3. Le candidat à un mandat de chercheur de niveau postdoctoral à durée déterminée doit être titulaire du grade académique de docteur depuis au maximum cinq ans, obtenu après soutenance d'une thèse, délivré par une institution universitaire. Les mandats sont octroyés pour une durée de trois ans. Ils peuvent être prolongés d'une année.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les mandats mi-temps de spécialiste postdoctorant n'est accessible qu'au titulaire du grade académique de médecin qui bénéficie d'un diplôme de spécialisation médicale et du grade de docteur depuis au maximum cinq ans obtenu après soutenance d'une thèse. Ces mandats sont octroyés pour une durée de deux ans, renouvelable trois fois.

§ 4. Le candidat à un mandat de chercheur de niveau postdoctoral à durée indéterminée doit être titulaire du grade académique de docteur, obtenu après soutenance d'une thèse, délivré par une institution universitaire.

Art. 7. Pour la gestion du financement de la recherche fondamentale stratégique et selon les modalités déterminées par le Gouvernement en concertation avec lui, le Fonds national de la recherche scientifique crée en son sein le Fonds de la recherche fondamentale stratégique (FRFS) doté de l'autonomie comptable.

Par « recherche fondamentale stratégique » est visée toute recherche scientifique n'ayant pas en vue des applications immédiates et dont la thématique est déterminée en concertation avec le FRFS par l'autorité qui en assume le financement. Il s'agit de recherche libre, totalement indépendante, au sein d'un axe stratégique déterminé.

Nonobstant les mécanismes de contrôle prévus par les bailleurs de fonds, le contrôle de ce fonds est exercé par un commissaire du Gouvernement proposé par le ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions. Le commissaire du Gouvernement assiste aux réunions du conseil d'administration du FRFS.

Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le commissaire reçoit dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que tous les documents pour les points qui relèvent de sa compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations du conseil.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de recours selon les modalités visées à l'article 4.

Le Gouvernement désigne également un délégué sur proposition du ministre qui a le budget dans ses attributions. Le délégué assiste aux réunions du conseil d'administration du fonds. Il dispose d'un droit de recours auprès du ministre qui a le Budget dans ses attributions selon les modalités visées à l'article 4.

CHAPITRE II. — *Financement de programmes de recherche fondamentale collective*

Art. 8. En vue du financement de programmes de recherche fondamentale collective due à l'initiative des chercheurs, et indépendamment du financement des programmes de recherche fondamentale collective dus à l'initiative du ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions, des subventions annuelles sont accordées au Fonds national de la Recherche scientifique.

Par «recherche fondamentale collective» est visée toute recherche scientifique n'ayant pas en vue des applications immédiates, organisée en équipe sous la direction d'un ou plusieurs chercheurs.

La somme de ces subventions est établie au minimum à 15.751.950 euros. Le Conseil d'administration du F.R.S.-FNRS détermine la répartition de ces moyens entre les fonds et l'Institut visés à l'article 9, § 1^{er}.

Chaque année, le montant de base prévu à l'alinéa précédent est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée : Indice santé de janvier 2013

Art. 9. § 1^{er}. Pour la gestion des subventions visées à l'article précédent et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le Fonds national de la Recherche scientifique crée en son sein le Fonds de la recherche scientifique médicale (FRSM) et le Fonds de la recherche fondamentale collective (FRFC), dotés de l'autonomie comptable.

Le FRSM a pour objet de favoriser la recherche scientifique due à l'initiative des chercheurs, ayant essentiellement pour objet le maintien ou la restauration de la santé de l'homme. Les crédits du FRSM sont accordés tant pour des programmes ayant un objectif clinique que pour ceux relevant de disciplines de base, mais dont on peut espérer des résultats applicables au maintien ou à la restauration de la santé de l'homme.

Le FRFC a pour objet de favoriser la recherche scientifique fondamentale collective due à l'initiative des chercheurs, à l'exclusion des recherches médicales et des recherches nucléaires.

Le Fonds national de la Recherche scientifique délègue à l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires (IISN) la gestion des subventions qui lui sont accordées en vue de l'octroi d'une aide financière à des programmes de recherche fondamentale collective dans le domaine des sciences nucléaires.

§ 2. Le contrôle du respect des conditions d'octroi des subventions visées à l'article précédent est exercé par un commissaire du Gouvernement proposé par le ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions. Le commissaire du Gouvernement assiste aux réunions des comités de gestion des fonds et du conseil d'administration de l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires.

Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le commissaire reçoit dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que tous les documents pour les points qui relèvent de sa compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations du conseil.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de recours selon les modalités visées à l'article 4.

Le Gouvernement désigne également un délégué sur proposition du ministre qui a le Budget dans ses attributions. Le délégué assiste aux réunions des comités de gestion des fonds et du conseil d'administration de l'Institut interuniversitaire des sciences nucléaires. Il dispose d'un droit de recours auprès du ministre qui a le Budget dans ses attributions selon les modalités visées à l'article 4.

Art. 10. A l'aide des subventions qui leur sont octroyées, le FRSM, le FRFC et l'IISN peuvent accorder une aide financière aux promoteurs de programmes de recherche dont ceux-ci ont pris l'initiative.

CHAPITRE III. — *Financement de la formation des chercheurs dans l'industrie et l'agriculture*

Art. 11. En vue du financement des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et l'agriculture, une subvention annuelle est accordée au Fonds national de la Recherche scientifique.

Cette subvention est établie au minimum à 12.274.000 euros.

Chaque année, le montant de base prévu à l'alinéa précédent est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée : Indice santé de janvier 2013

Art. 12. Pour la gestion de cette subvention, et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le Fonds national de la recherche scientifique crée en son sein un Fonds pour la formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture (FRIA), doté de l'autonomie comptable.

La subvention visée à l'article précédent est utilisée exclusivement pour l'octroi de bourses et le paiement des cotisations sociales y afférentes, sauf deux pour cents de la subvention qui sont prélevés par le Fonds national de la recherche scientifique pour couvrir ses charges administratives et les frais de fonctionnement du FRIA.

Le contrôle du respect des conditions d'octroi de la subvention visée à l'article précédent est exercé par un commissaire du Gouvernement proposé par le ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions. Le commissaire du Gouvernement assiste aux réunions du conseil d'administration.

Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le commissaire reçoit dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que tous les documents pour les points qui relèvent de sa compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations du conseil.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de recours selon les modalités visées à l'article 4.

Le Gouvernement désigne également un délégué sur proposition du ministre qui a le Budget dans ses attributions. Le délégué assiste aux réunions du conseil d'administration du fonds. Il dispose d'un droit de recours auprès du ministre qui a le Budget dans ses attributions selon les modalités visées à l'article 4.

Art. 13. § 1^{er}. Les bourses du FRIA sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à faire carrière dans la recherche, dans l'industrie ou dans l'agriculture et qui, dans ce but, poursuivent dans une institution universitaire de la Communauté française des études conduisant au doctorat.

Le comité de gestion arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses de formation à la recherche dans l'industrie et dans l'agriculture.

Le comité de gestion transmet au Gouvernement, pour approbation, le règlement visé à l'alinéa précédent et ses modifications. Si le Gouvernement ne se prononce pas dans les trente jours suivants la réception du règlement, celui-ci est présumé approuvé.

§ 2. Sont admis à poser leur candidature les porteurs d'un grade ou d'une décision d'équivalence donnant accès aux études de 3^e cycle et relevant d'un ou plusieurs domaines suivants: sciences (à l'exception des sciences en gestion du tourisme), sciences de l'ingénieur, sciences agronomiques et ingénierie biologique, sciences médicales, sciences dentaires, sciences de la motricité, sciences biomédicales et pharmaceutiques et sciences vétérinaires. L'étudiant accomplissant la dernière année des études menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale.

Art. 14. Chaque candidat ne peut obtenir que deux bourses successives au maximum. La première bourse est d'une durée de vingt-sept mois. La seconde est d'une durée de vingt et un mois. Les bourses doivent – sauf cas de force majeure à apprécier par le conseil d'administration – se suivre sans discontinuité.

CHAPITRE IV. — *Financement spécifique de la recherche en sciences humaines*

Art. 15. En vue du financement de bourses doctorales et mandats postdoctoraux, ainsi que d'infrastructures, équipements ou projets de Recherches collaboratives impliquant des dépenses autres que du personnel, dans les domaines du secteur des sciences humaines et sociales, une subvention annuelle est accordée au Fonds national de la Recherche scientifique.

Cette subvention est établie au minimum à 5.221.000 euros.

Chaque année, le montant de base prévu à l'alinéa précédent est adapté aux variations de l'indice santé des prix à la consommation en le multipliant par un taux d'adaptation calculé selon la formule :

Indice santé de janvier de l'année budgétaire concernée : Indice santé de janvier 2013

Art. 16. Pour la gestion de cette subvention, et selon les modalités déterminées par le Gouvernement, le Fonds national de la recherche scientifique crée en son sein le Fonds pour la recherche en sciences humaines (FRESH), doté de l'autonomie comptable.

Le contrôle du respect des conditions d'octroi de la subvention visée à l'article précédent est exercé par un commissaire du Gouvernement proposé par le ministre qui a la Recherche scientifique dans ses attributions. Le commissaire du Gouvernement assiste aux réunions du comité de gestion.

Sauf les cas d'urgence spécialement motivée qu'il accepte, le commissaire reçoit dix jours avant la réunion, l'ordre du jour complet de celle-ci ainsi que tous les documents pour les points qui relèvent de sa compétence. Il a le droit d'obtenir la communication des dossiers soumis pour ces points aux délibérations du conseil.

Le commissaire du Gouvernement dispose d'un droit de recours selon les modalités visées à l'article 4.

Le Gouvernement désigne également un délégué sur proposition du ministre qui a le Budget dans ses attributions. Le délégué assiste aux réunions du comité de gestion. Il dispose d'un droit de recours auprès du ministre qui a le Budget dans ses attributions selon les modalités visées à l'article 4.

Art. 17. § 1^{er}. Les bourses doctorales du FRESH sont réservées à des diplômés de l'enseignement universitaire qui se destinent à mener, à partir des outils des sciences humaines et sociales, des projets de recherche fondamentale à impact social et qui, dans ce but, poursuivent dans une université de la Communauté française ou un établissement scientifique de l'Etat, sous la direction d'un promoteur attaché de façon permanente à cette université ou cet établissement, des études conduisant au doctorat.

Le comité de gestion arrête le règlement relatif à l'octroi des bourses et des mandats du FRESH.

Le comité de gestion transmet au Gouvernement, pour approbation, le règlement visé à l'alinéa précédent et ses modifications. Si le Gouvernement ne se prononce pas dans les trente jours suivants la réception du règlement, celui-ci est présumé approuvé.

§ 2. Sont admis à poser leur candidature les porteurs d'un grade ou d'une décision d'équivalence donnant accès aux études de 3^e cycle et relevant d'un ou plusieurs domaines suivants : philosophie, théologie, langues, lettres et traductologie, histoire, art et archéologie, art de bâtir et urbanisme, information et communication, sciences politiques et sociales, sciences juridiques et criminologie, sciences économiques et de gestion, sciences psychologiques et de l'éducation, art et sciences de l'art. Les titulaires d'un diplôme de Master en sciences et gestion du tourisme sont également éligibles. L'étudiant accomplissant la dernière année des études menant à ces grades peut également se porter candidat à une bourse doctorale.

Art. 18. Chaque candidat ne peut obtenir que deux bourses successives au maximum. La première bourse est d'une durée de vingt-sept mois. La seconde est d'une durée de vingt et un mois. Les bourses doivent - sauf cas de force majeure à apprécier par le conseil d'administration - se suivre sans discontinuité.

CHAPITRE V. — *Disposition générale relative aux congés*

Art. 19. La bourse ou le mandat dont l'exécution est suspendue soit pour cause de congé de maternité, de paternité ou d'adoption, soit pour cause de maladie d'une durée supérieure ou égale à un mois, peut être prorogé pour une durée égale à celle de la suspension.

Le F.R.S.-FNRS détermine les modalités pratiques prenant en considération la situation des personnes visées à l'alinéa précédent dans le calendrier des appels en vue de l'attribution ou du renouvellement d'une bourse ou d'un mandat.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales*

Art. 20. À l'article 6, § 1^{er}, 22°, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, les mots « l'article 47 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires » sont remplacés par les mots « l'article 1^{er} du décret du 17 juillet 2013 relatif au financement de la recherche en Communauté française ».

Art. 21. L'article 47 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires est abrogé.

Art. 22. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 avril 1998 relatif au financement du Fonds national de la Recherche scientifique, au renforcement du potentiel scientifique universitaire et au financement de programmes de recherche fondamentale collective est abrogé.

Art. 23. Les articles 17 à 31 du décret du 20 juillet 2000 portant diverses mesures en matière d'enseignement supérieur et de recherche scientifique sont abrogés.

Art. 24. Par dérogation, le montant fixé au deuxième alinéa de l'article 11 du présent décret est ramené, pour l'année 2014, à 6.903.000 EUR.

Art. 25. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—
Note

Session 2012-2013

Documents du Parlement. Projet de décret, n° 521-1. – Amendements en commission, n° 521-2 - Rapport, n° 521-3 – Amendements en séance, n° 521-4

Compte-rendu intégral. Discussion et adoption. Séance du 17 juillet 2013.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29476]

17 JULI 2013. — Decreet betreffende de financiering van het Onderzoek door het Fonds national de la Recherche scientifique (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

HOOFDSTUK I. — *Financiering van het Fonds national de la Recherche scientifique*

Artikel 1. Er wordt een jaarlijkse subsidie toegekend aan het Fonds national de la Recherche scientifique (F.R.S. – FNRS).

Deze subsidie bedraagt minimum 70.569.000 euro.

Elk jaar wordt het basisbedrag bepaald bij het vorige lid aan de schommelingen aangepast van het gezondheidsindexcijfer door het te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend volgens de formule:

Gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het betrokken begrotingsjaar: Gezondheidsindexcijfer van de maand januari 2013.

Artikel 1. De jaarlijkse subsidie toegekend aan het *Fonds national de la Recherche scientifique* wordt bestemd om het wetenschappelijke onderzoek te bevorderen op initiatief van de vorsers in het geheel van de gebieden van de academische kennis, door:

1° de toekenning en het beheer:

- a) van mandaten en onderzoeksbeurzen;
- b) van kredieten aan de vorsers in de vorm van werkingssubsidies en subsidies voor wetenschappelijke uitrusting;
- c) van mandaten van onderzoekslogistici.

2° de toekenning en het beheer van kredieten voor:

- a) onderzoeksprojecten;
- b) wetenschappelijke opdrachten;
- c) deelnemingen aan in het buitenland ingerichte wetenschappelijke congressen;
- d) wetenschappelijke verblijven in het buitenland;
- e) organisatie van congressen, colloquia en vergaderingen van wetenschappelijke aard;
- f) contactgroepen onder vorsers, derde universitaire cyclus;
- g) samenwerking op internationaal wetenschappelijk niveau;
- h) activiteiten voor de ontwikkeling van fundamenteel onderzoek;
- i) wetenschappelijke infrastructuren en uitrusting.

3° de promotie bij vorsers van Europese programma's voor onderzoek en innovatie waaraan de Franse Gemeenschap deelneemt, en de steun aan vorsers voor de deelname aan deze programma's.

Het *Fonds national de la Recherche scientifique* besteedt minstens 55% van de subsidie bedoeld bij het vorige artikel aan de financiering van onderzoeksmandaten van het postdoctorale niveau en met onbepaalde duur in de universitaire instellingen.

Art. 2. De bestemming van de jaarlijkse subsidie toegekend aan het *Fonds national de la Recherche scientifique* krachtens artikel 1 behoort tot de bevoegdheid van zijn raad van bestuur. De Raad van bestuur bepaalt de regels betreffende zijn samenstelling. Deze bevat, inzonderheid, de rectoren, twee vorsers gekozen onder de titularissen van een mandaat of een beurs van het F.R.S. – FNRS en van de hoge wetenschappelijke personaliteiten. De rectoren beschikken over de absolute meerderheid van de stemmen.

Het dagelijkse beheer van het *Fonds national de la Recherche scientifique* wordt door een secretaris-generaal waargenomen, aangewezen voor een mandaat van vijf jaar door de raad van bestuur.

Nochtans, behoudt de persoon die het ambt bedoeld bij het vorige lid uitoefent op de datum van inwerkingtreding van dit decreet zijn aanwijzing voor onbepaalde duur. Hij maakt het voorwerp uit van een periodieke evaluatie door de raad van bestuur, volgens de nadere regels en de frequentie bepaald door de Regering.

Art. 3. Het toezicht op de inachtneming van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie bedoeld bij artikel 1 wordt door een commissaris van de Regering uitgeoefend, voorgedragen door de minister bevoegd voor het Wetenschappelijk onderzoek.

De commissaris van de Regering woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij. Hij kan uitgenodigd worden aan de vergaderingen van het bureau van de raad van bestuur deel te nemen.

Behoudens voor de inzonderheid met redenen omklede dringende gevallen die hij aanvaardt, krijgt de commissaris tien dagen voor de vergadering de volledige agenda van de vergadering alsook alle documenten voor de punten die betrekking hebben op zijn bevoegdheid. Hij heeft recht op het verkrijgen van de dossiers die voor deze punten om beslissing aan de beraadslaging van de raad worden voorgelegd.

Hij oefent een recht van beroep uit bij de minister bevoegd voor het wetenschappelijk onderzoek tegen elke beslissing van de raad van bestuur die hij in strijd acht met de wetten, decreten en besluiten of het algemeen belang.

Het beroep wordt binnen de vijf volle dagen na de schriftelijke kennisgeving van de beslissing aan de commissaris van de Regering uitgeoefend.

Van het beroep wordt simultaan kennisgegeven aan de voorzitter van de raad van bestuur.

De uitvoering van de beslissing wordt geschorst door het beroep.

Binnen de dertig dagen van het beroep laat de raad van bestuur de minister weten welke zijn op- en aanmerkingen zijn over het beroep.

Binnen de dertig dagen van de ontvangst van de op- en aanmerkingen van de raad van bestuur kan de minister zijn onevenheid betuigen met de beslissing van de raad van bestuur.

In dat geval brengt de raad van bestuur verslag uit over zijn beslissing tijdens de eerstvolgende vergadering, en is hij ertoe gehouden alternatieve oplossingen aan de minister voor te stellen alvorens elke nieuwe beslissing te treffen.

Art. 4. Op de voordracht van de minister bevoegd voor de Begroting wijst de Regering ook een afgevaardigde aan bij de raad van bestuur van het *Fonds national de la Recherche scientifique*.

Hij beschikt over een recht van beroep bij de minister bevoegd voor de Begroting volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 4.

Art. 5. § 1. Het F.R.S. – FNRS kent doctorale beurzen, postdoctorale mandaten met bepaalde duur en postdoctorale mandaten met onbepaalde duur toe. De selectie van de voor financiering in aanmerking komende projecten geschiedt op basis van de rangschikking verwezenlijkt door wetenschappelijke commissies, die een evaluatie maken inzonderheid van de kwaliteiten van de kandidaat (academische loopbaan, beroepservaring en publicaties), de kwaliteiten van het project (originaliteit, doenbaarheid, en de onderzoeksmethodologie) en het onderzoeksmilieu.

De raad van bestuur van het F.R.S. – FNRS stelt het reglement vast met betrekking tot de toekenning van beurzen en mandaten.

§ 2. De kandidaat voor een postdoctorale beurs moet titularis zijn van een academische graad van master of een beslissing van gelijkwaardigheidsverklaring genieten, die toegang verleent tot de studies van de derde cyclus. De student die het laatste studiejaar volgt dat tot deze graden leidt kan zich ook kandidaat stellen voor een doctorale beurs. Deze doctorale beurs heeft betrekking op een periode van twee jaar. Ze kan vernieuwd worden voor een periode die niet meer dan twee jaar bestrijkt.

In afwijking van het vorige lid kent het F.R.S. – FNRS doctorale beurzen toe voor een duur van één jaar aan de leerkrachten van het secundair onderwijs die universitaire gediplomeerden zijn van de Franse Gemeenschap die de stabiliteit van het beroep genieten en die een terbeschikkingstelling kunnen genieten van één jaar met de zekerheid hun betrekking opnieuw te kunnen bekleden na afloop van dit verlof, om ze toe te laten een onderzoekswerk te voleindigen met als doel het bekomen van een titel van Doctor in één van de universitaire instellingen van de Franse Gemeenschap.

In afwijking van het eerste lid kent het F.R.S. – FNRS halftijdse mandaten toe van kliniekdierenarts – vorser doctorandus. Deze mandaten worden voor een duur van twee jaar toegekend, die één maal vernieuwbaar is.

In afwijking van het eerste lid kent het F.R.S. – FNRS halftijdse mandaten toe van specialist doctorandus aan de titularis van een academische graad van arts die, terwijl hij voor de continuïteit zorgt van een halftijdse ziekenhuisactiviteit in het kader van zijn klinische vorming, studies voortzet die tot het uitreiken van een diploma van doctor in de medische wetenschappen of biomedische en farmaceutische wetenschappen leiden en die simultaan een master of een specialisatie begint. Deze mandaten worden voor een periode van twee jaar toegekend, die drie maal vernieuwbaar is.

In afwijking van het eerste lid kent het F.R.S. – FNRS halftijdse mandaten toe van doctorandus specialist aan de titularis van een academische graad van arts die, terwijl hij voor de continuïteit zorgt van een halftijdse ziekenhuisactiviteit, studies voortzet die tot het uitreiken van een diploma van doctor in de medische wetenschappen of biomedische en farmaceutische wetenschappen leiden. Deze mandaten worden voor een periode van twee jaar toegekend, die één maal vernieuwbaar is.

§ 3. De kandidaat voor een mandaat van vorser van postdoctoraal niveau voor bepaalde duur moet titularis zijn van de academische graad van doctor sinds maximum vijf jaar, verkregen na de verdediging van een these, uitgereikt door een universitaire instelling. De mandaten worden voor een duur van drie jaar toegekend. Ze kunnen met één jaar verlengd worden.

In afwijking van het vorige lid zijn de halftijdse mandaten van specialist postdoctorandus enkel toegankelijk voor de titularis van de academische graad van arts die een diploma van medische specialisatie geniet en van de graad van doctor sinds maximum vijf jaar verkregen na de verdediging van een these. Deze mandaten worden toegekend voor een periode van twee jaar, die drie maal vernieuwbaar is.

§ 4. De kandidaat voor een mandaat van vorser van het postdoctorale niveau voor onbepaalde duur moet titularis van de academische graad van doctor, verkregen na de verdediging van een these, uitgereikt door een universitaire instelling.

Art. 6. Voor het beheer van de financiering van het strategische fundamentele onderzoek en volgens de nadere regels bepaald door de Regering in overleg met hem, richt het *Fonds national de la Recherche scientifique* in zijn midden het *Fonds de la Recherche fondamentale stratégique* (FRFS) op dat boekkundig autonoom is.

Onder «strategisch fundamenteel onderzoek» wordt verstaan elk wetenschappelijk onderzoek dat geen rechtstreekse toepassingen tot doel heeft en waarvan de thematiek bepaald wordt in overleg met het FRFS door de overheid die het financiert. Het gaat om vrij, totaal autonoom, onderzoek, binnen een welbepaalde strategische as.

Niettegenstaande de controlesystemen ingericht door de geldschieters, wordt het toezicht op dit fonds door een commissaris van de Regering uitgeoefend die door de minister belast met het Wetenschappelijk Onderzoek wordt voorgedragen. De commissaris van de Regering woont de vergaderingen bij van de raad van bestuur van het FRFS.

Behoudens voor de inzonderheid met redenen omklede dringende gevallen die hij aanvaardt, krijgt de commissaris tien dagen voor de vergadering de volledige agenda van de vergadering alsook alle documenten voor de punten die betrekking hebben op zijn bevoegdheid. Hij heeft recht op het verkrijgen van de dossiers die voor deze punten om beslissing aan de beraadslaging van de raad worden voorgelegd.

De commissaris van de Regering oefent een recht van beroep uit volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 4.

Op de voordracht van de minister bevoegd voor de Begroting wijst de Regering ook een afgevaardigde aan. De afgevaardigde woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij. Hij beschikt over een recht van beroep bij de minister bevoegd voor de Begroting volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 4.

HOOFDSTUK II. — *Financiering van de programma's voor collectief fundamenteel onderzoek*

Art. 7. Met het oog op de financiering van de programma's voor collectief fundamenteel onderzoek uitgaande van het initiatief van vorsers, en onafhankelijk van de financiering van de programma's voor collectief fundamenteel onderzoek uitgaande van het initiatief van de minister bevoegd voor het Wetenschappelijk Onderzoek, worden jaarlijkse subsidies toegekend aan het *Fonds national de la Recherche scientifique*.

Onder «collectief fundamenteel onderzoek» wordt verstaan elk wetenschappelijk onderzoek dat geen rechtstreekse toepassingen tot doel heeft, in team ingericht onder de leiding van één of meerdere vorsers.

De som van deze subsidies wordt vastgesteld op minimum 15.751.950 euro. De Raad van bestuur van het F.R.S. – FNRS bepaalt de verdeling van deze middelen over het fonds en het Instituut bedoeld bij artikel 9, § 1.

Elk jaar wordt het basisbedrag bepaald bij het vorige lid aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer aangepast door het te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend volgens de formule:

Gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het betrokken begrotingsjaar: Gezondheidsindexcijfer van de maand januari 2013.

Art. 8. § 1. Voor het beheer van de subsidies bedoeld bij het vorige artikel en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, richt het *Fonds national de la Recherche scientifique* in zijn midden het *Fonds de la Recherche scientifique médicale* (FRSM) en het *Fonds de la Recherche fondamentale collective* (FRFC), die boekkundig autonoom zijn.

Het FRSM heeft tot doel het bevorderen van het wetenschappelijk onderzoek uitgaande van het initiatief van vorsers, dat essentieel gericht is op het behoud en het herstel van de gezondheid van de mens. De kredieten van het FRSM worden toegekend zowel voor programma's met een klinisch doel als voor deze met betrekking tot basisvakken, maar waarvan men op resultaten kan hopen die toepasselijk zullen zijn op het behoud of het herstel van de gezondheid van de mens.

Het FRFC heeft tot doel het bevorderen van het collectieve fundamentele wetenschappelijke onderzoek uitgaande van het initiatief van vorsers, met uitsluiting van medisch onderzoek en nucleair onderzoek.

Het *Fonds national de la Recherche scientifique* geeft aan het *Institut interuniversitaire des sciences nucléaires* (IISN) delegatie voor het beheer van de subsidies die hem worden toegekend met als doel de toekenning van een financiële hulp aan de programma's voor collectief fundamenteel onderzoek op het gebied van de nucleaire wetenschappen.

§ 2. Het toezicht op de inachtneming van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie bedoeld bij het vorige artikel wordt door een commissaris van de Regering uitgeoefend, voorgedragen door de minister bevoegd voor het Wetenschappelijk onderzoek. De commissaris van de Regering woont de vergaderingen bij van de beheerscomités voor de fondsen en van de raad van bestuur van het *Institut interuniversitaire des sciences nucléaires*.

Behoudens voor de inzonderheid met redenen omklede dringende gevallen die hij aanvaardt, krijgt de commissaris tien dagen voor de vergadering de volledige agenda van de vergadering alsook alle documenten voor de punten die betrekking hebben op zijn bevoegdheid. Hij heeft recht op het verkrijgen van de dossiers die voor deze punten om beslissing aan de beraadslaging van de raad worden voorgelegd.

De commissaris van de Regering oefent een recht van beroep uit volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 4.

Op de voordracht van de minister bevoegd voor de Begroting wijst de Regering ook een afgevaardigde aan. De afgevaardigde woont de vergaderingen van de beheerscomités voor de fondsen en van de raad van bestuur bij. Hij beschikt over een recht van beroep bij de minister bevoegd voor de Begroting volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 4.

Art. 9. Met behulp van de subsidies die ze toegekend worden, kunnen het FRSM, het FRFC en het IISN een financiële hulp verlenen aan de promotors van onderzoeksprogramma's waarvan deze kennis hebben genomen.

HOOFDSTUK III. — *Financiering van de opleiding van vorsers in de nijverheid en de landbouw*

Art. 10. Met het oog op de financiering van de beurzen voor de opleiding tot onderzoek in de nijverheid en de landbouw, wordt een jaarlijkse subsidie toegekend aan het *Fonds national de la Recherche scientifique*.

Deze subsidie wordt vastgesteld op minimum 12.274.000 euro.

Elk jaar wordt het basisbedrag bepaald bij het vorige lid aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer aangepast door het te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend volgens de formule:

Gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het betrokken begrotingsjaar: Gezondheidsindexcijfer van de maand januari 2013.

Art. 11. Voor het beheer van deze subsidie, en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, richt het *Fonds national de la Recherche scientifique* in zijn midden het *Fonds pour la formation à la recherche scientifique dans l'industrie et dans l'agriculture* (FRIA), dat boekkundig autonoom is.

De subsidie bedoeld het vorige artikel wordt exclusief aangewend voor de toekenning van beurzen en de betaling van de ermee gepaard gaande sociale bijdragen, behoudens twee percent van de subsidie, uitgetrokken door het *Fonds national de la Recherche scientifique* om zijn administratieve lasten en de werkingskosten van het FRIA te dekken.

Het toezicht op de inachtneming van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie bedoeld bij het vorige artikel wordt door een commissaris van de Regering uitgeoefend, voorgedragen door de minister bevoegd voor het Wetenschappelijk onderzoek. De commissaris van de Regering woont de vergaderingen bij van de raad van bestuur.

Behoudens voor de inzonderheid met redenen omklede dringende gevallen die hij aanvaardt, krijgt de commissaris tien dagen voor de vergadering de volledige agenda van de vergadering alsook alle documenten voor de punten die betrekking hebben op zijn bevoegdheid. Hij heeft recht op het verkrijgen van de dossiers die voor deze punten om beslissing aan de beraadslaging van de raad worden voorgelegd.

De commissaris van de Regering oefent een recht tot beroep uit volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 4.

Op de voordracht van de minister bevoegd voor de Begroting wijst de Regering ook een afgevaardigde aan. De afgevaardigde woont de vergaderingen van de raad van bestuur bij. Hij beschikt over een recht van beroep bij de minister bevoegd voor de Begroting volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 4.

Art. 12. § 1. De beurzen van het FRIA worden voorbehouden voor de gediplomeerden van het universitair onderwijs die zich bestemmen voor een loopbaan in het onderzoek, de nijverheid of de landbouw en die, daartoe, studies voorzetten die leiden tot een doctoraat in een universitaire instelling van de Franse Gemeenschap.

Het beheerscomité bepaalt het reglement met betrekking tot de toekenning van beurzen voor de opleiding tot het onderzoek in de nijverheid en de landbouw.

Het beheerscomité zendt aan de Regering, ter goedkeuring, het reglement bedoeld bij het vorige lid en zijn wijzigingen, over. Indien de Regering zich niet uitspreekt binnen de dertig dagen die volgen op de ontvangst van het reglement, wordt het als goedgekeurd geacht.

§ 2. Toegelaten worden zich kandidaat te stellen de houders van een graad of een beslissing tot gelijkwaardigheidsverklaring die toegang verleent tot de studies van de derde cyclus en die onder één van de volgende gebieden ressorteren: wetenschappen (met uitzondering van de wetenschappen inzake beheer van het toerisme), wetenschappen

van de ingenieur, agronomische wetenschappen en biologische engineering, medische wetenschappen, tandwetenschappen, wetenschappen van de motoriek, biomedisch en farmaceutische wetenschappen en dierenwetenschappen. De student die in zijn laatste jaar is van de studies die tot deze graden leiden, kan zich ook kandidaat stellen voor een doctorale beurs.

Art. 13. Iedere kandidaat mag enkel maximum twee opeenvolgende beurzen bekomen. De eerste beurs bedraagt een duur van 27 maanden. De tweede, een duur van 21 maanden. Behoudens overmacht die door de raad van bestuur aangenomen moet worden, moeten de beurzen elkaar ononderbroken opvolgen.

HOOFDSTUK IV. — *Specifieke financiering van het onderzoek inzake menswetenschappen*

Art. 14. Met het oog op de financiering van de doctorale beurzen en de postdoctorale mandaten, alsook voor de infrastructures, uitrustingen of de projecten voor samenwerkingsonderzoek die andere uitgaven met zich meebrengen dan personeelskosten, op de gebieden van de mens- en sociale wetenschappen, wordt een jaarlijkse subsidie toegekend aan het *Fonds national de la Recherche scientifique*.

Deze subsidie wordt vastgesteld op minimum 5.221.000 euro.

Elk jaar wordt het basisbedrag bepaald bij het vorige lid aan de schommelingen van het gezondheidsindexcijfer aangepast door het te vermenigvuldigen met een aanpassingsratio berekend volgens de formule:

Gezondheidsindexcijfer van de maand januari van het betrokken begrotingsjaar: Gezondheidsindexcijfer van de maand januari 2013.

Art. 15. Voor het beheer van deze subsidie, en volgens de nadere regels bepaald door de Regering, richt het *Fonds national de la Recherche scientifique* in zijn midden het *Fonds pour la recherche en sciences humaines* (FRESH), dat boekkundig autonoom is.

Het toezicht op de inachtneming van de voorwaarden voor de toekenning van de subsidie bedoeld bij het vorige artikel wordt door een commissaris van de Regering uitgeoefend, voorgedragen door de minister bevoegd voor het Wetenschappelijk onderzoek. De commissaris van de Regering woont de vergaderingen van het beheerscomité bij.

Behoudens voor de inzonderheid met redenen omklede dringende gevallen die hij aanvaardt, krijgt de commissaris tien dagen voor de vergadering de volledige agenda van de vergadering alsook alle documenten voor de punten die betrekking hebben op zijn bevoegdheid. Hij heeft recht op het verkrijgen van de dossiers die voor deze punten om beslissing aan de beraadslaging van de raad worden voorgelegd

De commissaris van de Regering oefent een recht van beroep uit volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 4.

Op de voordracht van de minister bevoegd voor de Begroting wijst de Regering ook een afgevaardigde aan. De afgevaardigde woont de vergaderingen van het beheerscomité bij. Hij beschikt over een recht van beroep bij de minister bevoegd voor de Begroting volgens de nadere regels bedoeld bij artikel 4.

Art. 16. § 1. De doctorale beurzen van het FRESH worden voorbehouden voor de gediplomeerden van het universitair onderwijs die zich, met behulp van de instrumenten van de mens- en sociale wetenschappen, bestemmen voor projecten inzake fundamenteel onderzoek met een sociale impact en die, daartoe, onder de leiding van een promotor die bestendig bij deze universiteit of inrichting geattacheerd wordt, studies voortzetten, die leiden tot een doctoraat, in een universiteit van de Franse Gemeenschap of een wetenschappelijke inrichting van de Staat.

Het beheerscomité bepaalt het reglement met betrekking tot de toekenning van beurzen en mandaten van het FRESH.

Het beheerscomité zendt aan de Regering, ter goedkeuring, het reglement bedoeld bij het vorige lid en zijn wijzigingen, over. Indien de Regering zich niet uitspreekt binnen de dertig dagen die volgen na de ontvangst van het reglement, wordt het als goedgekeurd geacht.

§ 2. Toegelaten worden zich kandidaat te stellen de houders van een graad of een beslissing tot gelijkwaardigheidsverklaring die toegang verleent tot de studies van de derde cyclus en die onder één van de volgende gebieden ressorteren: wijsbegeerte, theologie, talen, letteren en vertalingswetenschappen, geschiedenis, kunst en archeologie, bouwkunst en urbanisme, informatie en communicatie, politieke en sociale wetenschappen, juridische wetenschappen en criminologie, economische en beheerswetenschappen, psychologische en opvoedingswetenschappen, kunst en kunstwetenschappen. De titularissen van een diploma van Master in de wetenschappen en het beheer van het toerisme hebben daar ook toegang toe. De student die in zijn laatste jaar is van de studies die tot deze graden leidt kan zich ook kandidaat stellen voor een doctorale beurs.

Art. 17. Iedere kandidaat mag enkel maximum twee opeenvolgende beurzen bekomen. De eerste beurs bedraagt een duur van 27 maanden. De tweede, een duur van 21 maanden. Behoudens overmacht die door de raad van bestuur aangenomen moet worden, moeten de beurzen elkaar ononderbroken opvolgen.

HOOFDSTUK V. — *Algemene bepaling betreffende de verloven*

Art. 18. De beurs of het mandaat waarvan de uitvoering onderbroken wordt wegens een moederschaps-, vaderschaps- of adoptieverlof, ofwel wegens een ziekteverlof voor een duur die langer dan of gelijk is aan één maand, kan verlengd worden voor een duur gelijk aan deze van de onderbreking.

Het F.R.S. – FNRS bepaalt de praktische nadere regels met inachtneming van de toestand van de personen bedoeld bij het vorige lid in het tijdschema van de oproepen met het oog op de toekenning of de vernieuwing van een beurs of een mandaat.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 19. In artikel 6, § 1, 22°, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, worden de woorden « in artikel 47 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen » vervangen door de woorden « in artikel 1 van het decreet van 17 juli 2013 betreffende de financiering van het onderzoek in de Franse Gemeenschap ».

Art. 20. Artikel 47 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, wordt opgeheven.

Art. 21. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 april 1998 betreffende de financiering van het Nationaal Fonds voor Wetenschappelijk Onderzoek, de versteviging van het wetenschappelijk universitair potentieel en de financiering van programma's voor collectief fundamenteel onderzoek, wordt opgeheven.

Art. 22. De artikelen 17 tot 31 van het decreet van 20 juli 2000 houdende maatregelen inzake het hoger onderwijs en het wetenschappelijk onderzoek, worden opgeheven.

Art. 23. In afwijking, wordt het bedrag bepaald in het tweede lid van artikel 11 van dit decreet teruggebracht, voor het jaar 2014, op 6.903.000 euro.

Art. 24. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 17 juli 2013.

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

—
Nota

(1) *Zitting 2012-2013*

Stukken van het Parlement. - Ontwerp van decreet, nr. 521-1.- Commissieamendementen, nr. 521-2. - Verslag, nr. 521-3. - Vergaderingsamendementen, nr. 521-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 17 juli 2013.

—————
MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2013/29486]

19 JUILLET 2013. — Arrêté ministériel relatif aux conditions d'admission des élèves de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3 dans l'enseignement secondaire ordinaire

La Ministre de l'Enseignement obligatoire,

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 59, alinéa 3;

Sur la proposition du Ministre qui a l'enseignement spécialisé dans ses attributions,

Arrête :

Article 1^{er}. Les élèves issus de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, non porteurs du certificat d'études de base sont admissibles dans l'enseignement secondaire ordinaire dans le strict respect du tableau de concordance visé à l'annexe 1^{re} du présent arrêté.

Art. 2. Les élèves issus de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, porteurs du certificat d'études de base sont admissibles dans l'enseignement secondaire ordinaire dans le strict respect du tableau de concordance visé à l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 3. Sans préjudice des articles 1^{er} et 2 du présent arrêté, s'agissant d'un élève issu de l'enseignement secondaire ordinaire orienté vers l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, le niveau d'études atteint dans l'enseignement ordinaire peut être pris en considération lorsque le retour de l'élève est envisagé dans l'enseignement primaire ou secondaire ordinaire.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le jour de sa signature.

Art. 5. La Direction générale de l'enseignement obligatoire est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2013.

Mme M.-M. SCHYNS